

La vallée du Kidron : un joyau à l'abandon

Nouvelles infrastructures et rénovations diverses. Les projets de la municipalité de Jérusalem verront-ils enfin le jour, dans la région à forte population palestinienne ?

Anne Waeles

Photos : Liora Meron

Pas d'infrastructures, pas d'écoles, pas de traitement des eaux usées... La vallée du Kidron, qui s'étend de Jérusalem-Est à la mer Morte, et dont la population est en majorité palestinienne, souffrirait-elle de manque d'attention ?

Le lieu est pourtant riche en trésors archéologiques, comme le monastère Mar Saba ; naturels, tel que le désert de Judée ; et spirituels, puisque des routes saintes pour les trois religions traversent la vallée du Kidron. Autre de ses particularités : la région est constituée à la fois de territoires israéliens et palestiniens, ce qui tend à expliquer l'inertie de ces dernières années. Mais les temps changent. La municipalité de Jérusalem, en partenariat avec plusieurs ONG - palestiniennes et israéliennes -, a lancé un projet de rénovation de la région, qui comporte de nombreux axes.

C'est tout d'abord le manque d'infrastructures qu'il faut résoudre, pour subvenir aux besoins des 200 000 habitants de la vallée.

Ecoles, transports publics vers Jérusalem-Est, centres médicaux, terrains de foot, piste cyclable entre Jérusalem et la mer Morte, nouvelles routes : les idées ne manquent pas, visant en premier lieu les habitants, mais qui n'oublent pas touristes et pèlerins.

Problème numéro un : le traitement des eaux usées

Le principal défi que doit relever le plan de rénovation de la vallée est l'absence de traitement des eaux usées, qui se déversent directement dans la rivière du Kidron. De nombreuses possibilités ont été envisagées pour débarrasser la région de ce problème olfactif et sanitaire. La solution retenue consiste en la construction d'un tuyau qui conduirait les eaux usées jusqu'à une nouvelle usine de traitement des eaux, en contrebas de la vallée.

Un premier projet de ce type avait déjà été lancé au début des années 1990, avant d'être abandonné devant le refus des Palestiniens de signer l'accord. A leurs yeux : une abdication insoutenable face à Israël et qui aurait signifié leur reconnaissance de la souveraineté de l'Etat hébreu. Cette fois encore, le projet nécessite l'approbation de l'Autorité palestinienne, mais l'équipe du plan de rénovation assure qu'un accord est sur le point d'être conclu.

Agir pour le bien du plus grand nombre

Israël doit également faire face à de nombreuses constructions illégales dans la vallée, notamment dans le "jardin du roi", site naturel préservé. Les maisons

construites illégalement seront-elles démolies, et qu'en sera-t-il des familles y habitant ?

L'adjointe au maire pour l'urbanisme et l'environnement, Naomi Tsour, assure que seulement 22 maisons seront détruites et que leurs habitants seront autorisés à construire des maisons dans la partie orientale du quartier, Al Boustan. Et d'ajouter qu'avant le plan de rénovation de la vallée, des centaines de projets de démolitions de maisons existaient. Le plan permet de légaliser la majorité des constructions déjà en place.

"Nous conservons une vision de la vallée au plan macro et non au plan micro", complète Richard Laster, professeur de droit environnemental et membre du comité de pilotage du projet. Si la destruction de maisons est une épreuve pour les familles concernées, le projet doit être apprécié à une plus grande échelle.

Un travail d'équipe

L'ambitieuse initiative rassemble de nombreuses ONG, dont Ingénieurs sans frontières, qui travaille du côté israélien comme palestinien, de nombreux acteurs de la société civile, spécialistes environnementaux, architectes, urbanistes, et les leaders des villages et communautés de la vallée. De nombreuses discussions ont été organisées en amont. Etape importante lors de laquelle les habitants ont obtenu le droit de cité. Laster assure "s'intéresser en premier lieu aux besoins de la population." Et de clamer qu'il ne s'agit pas "de parler de droits, mais de besoins !"

Au sein du comité de pilotage, les Palestiniens travaillent en étroite collaboration avec les membres israéliens. Mohammed Nakhal s'inquiète des réactions de sa communauté face aux volontés de rénovation : "Nous espérons que le plan sera accepté par la communauté palestinienne. Les habitants souffrent du manque d'infrastructures dans la vallée du Kidron, mais ne veulent pas tous coopérer avec le gouvernement israélien."

Autre membre palestinien du projet, Naïm Ewisset est un "auto-entrepreneur" du village de Jabel Moukaber. Il est notamment à l'origine d'une ligne de bus reliant son village à Jérusalem-Est et a fourni l'impulsion nécessaire à la construction d'un terrain de foot. Il se veut positif quant à la mise en place effective des changements. "Je ne suis pas un politicien, j'ai le soutien de ma communauté", remarque-t-il.

Et en effet, la majorité des membres de la commission se félicite du travail d'équipe accompli. Naomi Tsour est enthousiaste : "Nous rêvons que tout le monde travaille ensemble sur ce projet. J'ai le sentiment que nous allons dans la bonne direction." Richard Laster lui emboîte le pas : "Nous avons un plan sur la table, c'est très excitant." ■

